

Le mercredi 2 novembre 2005

La juste part des retombées

La Conférence régionale des élus, la CRÉ, a bon espoir que la Gaspésie ira chercher sa juste part des retombées du second appel d'offres d'énergie éolienne.

Bien qu'Hydro-Québec n'ait pas répondu favorablement à l'ensemble des revendications de l'organisme, le président, Bertrand Berger estime que la CRÉ peut dire mission accomplie.

Bertrand Berger conclut que les conditions monétaires auxquelles doivent se soumettre les soumissionnaires sont intéressantes pour la région. Elles stipulent notamment qu'un minimum de 30% du coût des éoliennes doit être engagé en Gaspésie, aux Îles ou dans la MRC de Matane. Bertrand Berger considère également que les autres conditions, comme les incitatifs en faveur des communautés locales et régionales, entraîneront des retombées notables dans la région.

Par contre, Hydro-Québec n'a pas consenti à repousser au delà de 2009 le délai pour le début de l'implantation des parcs éoliens dans le cadre du second appel d'offres. Résigné, le président de la Conférence régionale des élus considère que la Gaspésie sera tout de même en mesure de tirer son épingle du jeu.

Les experts estiment que chaque mégawatt d'énergie éolienne nécessite un investissement d'environ 2 millions de dollars.

CIEUFM, le mercredi 2 novembre 2005

Les agriculteurs craignent le pire

Mise à jour le mercredi 2 novembre 2005, 13 h 20 .

L'Union des producteurs agricoles (UPA) de la Gaspésie joint sa voix à celle des organismes de développement régional pour inciter les gouvernements à soutenir le transport ferroviaire dans la région.

Avec la fermeture de gros utilisateur du train: Mine Gaspé, la Gaspésia et maintenant Smurfit Stone de New-Richmond, les producteurs agricoles craignent de perdre un moyen de transport abordable.

Les propos du directeur général de Chemin de Fer de la Matapédia et du Golf, Denis Cliche, n'ont rien pour les rassurer: « On est rendu avec moins de 10 % du trafic d'achalandage qu'on a acheté en 1995, confirme monsieur Cliche. Il n'y a pas beaucoup d'entreprises qui peuvent fonctionner avec 10 % de leur chiffre d'affaires. »

La coopérative agricole de la Baie-des-Chaleurs, à Caplan, expédie une trentaine de wagons de grain vers l'Ontario et les Etats-Unis chaque année. Un mode de transport qui devient difficile à gérer sans volume régional. Et par camion, les coûts grimperaient en flèche, selon le directeur général de l'organisme, Laurier Doucet: « Quand on expédie par wagon, explique-t-il, on envoie 90 tonnes dans un seul chargement, alors que pour rendre le même grain au même endroit, y faudra trois transports de camion. »

Le directeur général de l'UPA-Gaspésie, Charles-Edmond Landry, demande aux organismes de développement régionaux de se mobiliser pour le maintien du train de marchandise. « On ne peut pas se permettre de perdre des acquis, soutient M. Landry, parce que la région va mourir. »

Les dirigeants du chemin de fer disent que sans subvention, ils ne pourront maintenir le trafic ferroviaire encore longtemps en Gaspésie